

Confinement : jusqu'où peut-on aller ?

 lesechos.fr/idees-debats/cercle/confinement-jusquou-peut-on-aller-1193931

Jean-Philippe Delsol, avocat, président de l'Institut de recherches économiques et fiscales (Iref).

Les Echos, 10 avril 2020

La vie a-t-elle un prix ? Cette question apparaîtra sans doute au mieux déplacée, au pire indécente. Bien sûr, la vie mérite d'être sauvée à n'importe quel prix. D'ailleurs, face au malfrat armé qui demanderait la bourse ou la vie, vous donneriez la bourse, quelle qu'en soit la valeur.

Et pourtant ! Nous allons payer le prix des vies perdues et des vies épargnées dans le combat contre le coronavirus. L'arrêt de la France et d'une grande partie du monde coûtera une fortune. Le gouvernement a évoqué une décroissance de 3 %. Ce sera sûrement plus, peut-être beaucoup plus si le confinement dure, alors que plus de la moitié des Français ne travaillent pas et que d'autres travaillent mal, en télétravail ou dans le respect de précautions légitimes mais contraignantes. 10 % de PIB en moins, ce serait 250 milliards de moins et des centaines de milliers de chômeurs, un accroissement de la pauvreté, du stress... Et combien d'autres morts ?

La crise qui nous ramène vingt ans en arrière

Et en même temps une chute brutale des recettes publiques, d'au moins 10 % aussi, alors qu'iront croissants les besoins d'aide publique et la charge de la dette alourdie considérablement par les centaines de milliards allouées en urgence pour permettre aux uns et aux autres de survivre. Les coûts s'amplifieront et les recettes publiques s'affaîsseront dans un effet boule de neige.

Si le gouvernement avait utilisé à bon escient le principe de précaution et avait disposé de stocks de masques et d'une capacité de fabrication de tests, aurions-nous été épargnés d'un confinement généralisé, comme en Corée, en Suède ou aux Pays-Bas ? Nous pourrions comparer avec d'autres pays après l'incendie. Mais nous aurons déjà brûlé.

Faire des choix

Nous laissons mourir chaque année près de 3.500 personnes sur nos routes, mais nous n'interdisons pas la circulation dont l'arrêt aurait d'autres effets très indésirables et probablement coûteux en vies humaines. Il reste possible de fumer alors que chaque année, il y aurait en France 73.000 victimes du tabagisme dont les coûts sociaux sont évalués à 120 milliards par an, bien peu compensés par les 16 milliards d'euros de recettes fiscales (TVA comprise) sur le tabac inscrites au budget 2020. D'une manière générale, les infections des voies respiratoires inférieures, comme le coronavirus, sont

la maladie transmissible la plus mortelle de la planète et seraient, selon l'OMS, à l'origine de 3 millions de décès annuels pour lesquels nous n'immobilisons pas le monde. Nous faisons donc bien des choix.

Toute activité humaine est génératrice de risques, y compris de décès. L'économie est par définition l'art de gérer la rareté. Parce que nous ne disposons pas de moyens infinis. Ce qui exige du discernement, de la raison et une certaine morale. Nous n'arrêterons pas de travailler parce qu'il y a dans le monde 2 millions de morts par suite d'accidents ou maladie du travail chaque année.

Il est difficile de fixer la limite de la lutte pour la vie, mais il est certain que le principe de précaution ne peut pas être appliqué sans limite. Lui-même exige d'être utilisé avec précaution. A défaut, faut-il faire payer aux Français par trop de précautions l'absence des précautions qui auraient dû être prises ? Si nous attendons qu'il n'y ait plus de morts pour lever le confinement, nous serons tous morts avant ! Testons et libérons du confinement tous ceux qui ont déjà été atteints et n'attendons pas que tous soient immunisés pour lever les mesures qui immobilisent la société. La vie est un risque et c'est son prix.

Jean-Philippe Delsol, avocat, président de l'Institut de recherches économiques et fiscales (Iref).